

Succès et déclin du parti démocrate agraire de Moldavie

Julien DANERO IGLESIAS

Avec un peu plus de trois millions et demi d'habitants, la République de Moldavie et sa population rurale d'un peu plus de 61% en 2004 ¹, semble à première vue un terrain propice à l'apparition et au développement de partis agrariens forts. Toutefois, un bref examen des résultats des dernières élections révèle qu'aucun de ces partis n'est représenté et qu'aucun d'entre eux n'obtient un score important. Aux élections parlementaires de 2005, le seul parti qui se revendique paysan, le parti paysan chrétien démocrate de Moldavie (Partidul Tărănesc Creștin Democrat din Moldova, PTCDM) obtient 1,37 % des voix, ce qui ne lui assure aucun siège au parlement. Ce parti a ensuite changé de nom et est connu désormais comme parti populaire républicain (Partidul Popular Republican, PPR). Même scénario aux élections locales de juin 2007 : un parti agrarien se présente, le parti agraire de Moldavie (Partidul Agrar din Moldova, PAM) mais son résultat est très faible (0,04% des voix pour l'ensemble des conseils de villes et de villages du pays) ².

L'histoire récente de la République révèle pourtant qu'un parti agrarien a été au pouvoir et qu'il a obtenu 43,18% des voix aux élections parlementaires de 1994 (ce qui lui a valu 56 des 104 sièges au parlement) ; 50,95% des voix dans les conseils municipaux et départementaux et 61,36% dans les conseils de villes et de villages aux élections locales de 1995 (ce qui lui donne respectivement 643 et 6501 mandats). Ce parti est le parti agraire de Moldavie (qui a perdu depuis son qualificatif « démocrate ») tombé si bas en 2007. Comment expliquer ce passage de 61,36% à 0,04% en une dizaine d'années ?

¹ Selon le dernier recensement national effectué par le Bureau national de Statistique de Moldova et disponible sur www.statistica.md. Les données sont aussi disponibles dans le bréviaire statistique « Moldova în cifre », édité par ce même bureau à Chișinău en 2007.

² L'ensemble des résultats de l'ensemble des élections qui se sont tenues en République de Moldavie indépendante, depuis 1994 donc, sont disponibles sur le site de l'association Adept (Asociația pentru Democrația Participativă, Association pour la démocratie participative), www.e-democracy.md.

Nous essaierons de répondre à cette question dans les pages qui suivent et de déterminer si ce parti a été véritablement agrarien, défendant les intérêts d'une base électorale agraire réelle, ou s'il ne s'est agi que d'une machine électorale, d'un instrument qui a porté certaines personnalités au pouvoir. S'agit-il, pour reprendre l'expression de Frances Millard, d'un « parti de pouvoir », forme spécifique aux pays de l'espace postsoviétique du « parti électoral » s'attaquant à des questions larges, d'intérêt général, sans articuler un véritable programme ³ ? Nous analyserons aussi le discours actuel des partis en Moldavie pour savoir s'ils ont récupéré une partie du discours agrarien dans le pays, ce qui pourrait expliquer pourquoi la Moldavie, malgré sa population rurale majoritaire, ne compte plus de parti agrarien important à l'heure actuelle.

Nous commencerons par situer l'étude de ce parti dans un cadre théorique clair, inspiré de Daniel-Louis Seiler et d'Antoine Roger, servant à définir un parti agrarien et à comprendre le rôle d'un parti politique en Europe centrale et orientale. Nous nous intéresserons ensuite à la République de Moldavie des années 1990, à son accession à l'indépendance en 1991 et aux premières années de sa vie politique, ce qui permettra de saisir la teneur du clivage structurant le nouveau système partisan et de mieux appréhender l'arrivée du parti agraire de Moldavie sur la scène politique aux élections présidentielles de 1994. Nous étudierons alors concrètement les causes de la victoire du parti à ces élections, ses évolutions ainsi que les raisons de son déclin dès 1996. Nous terminerons par une analyse des partis qui ont succédé au parti agraire à l'avant-plan de la vie politique moldave.

Les partis agrariens en Europe orientale : une esquisse théorique

Si l'on suit Daniel-Louis Seiler et son analyse des partis politiques occidentaux adaptée du paradigme de Rokkan et Lipset ⁴, un parti agrarien, se positionnant sur le clivage urbain/rural, présente une série de caractéristiques : il tire son origine soit de la révolution industrielle et du règne du marché, voyant une réaction de défense des valeurs, pour un mode de vie et pour les intérêts économiques précapitalistes du monde rural, soit d'une réaction de défense de la nature après l'industrialisation de l'agriculture et la désertification des campagnes. Son projet consiste dès lors à défendre un mode de production en harmonie avec les équilibres naturels. Le parti représente bien évidemment les intérêts de ce monde rural et se base sur un ensemble d'organisations agricoles pour relayer ses idées et ses actions ⁵.

Cette précision vaut donc pour les partis occidentaux ; dans le cas des pays d'Europe centrale, toujours selon Daniel-Louis Seiler, « le clivage urbain/rural est autant culturel qu'économique ou, pour parler en termes wébériens, les intérêts idéels l'emportent souvent sur les intérêts matériels ». Et l'auteur de citer l'exemple hongrois, traduction historique la plus complète de ce clivage entre urbanistes et populistes

³ F. MILLARD, *Elections, Parties and Representation in Post-Communist Europe*, New York, Palgrave, 2004, p. 48.

⁴ Voir S. M. LIPSET & S. ROKKAN, *Structures de clivages, systèmes de partis et alignement des électeurs : une introduction*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2008 (collection « Ublire »).

⁵ D.-L. SEILER, *Les partis politiques*, 2^e éd., Paris, Armand Colin, 2000 [1993], p. 88.

toujours présent aujourd'hui ⁶. Selon Jean-Michel De Waele, « trois des quatre clivages classiques du paradigme de Rokkan et Lipset se retrouvent sans difficulté dans les pays d'Europe centrale et orientale ». L'un d'entre eux est ce clivage urbain/rural, dont la permanence s'explique autant par le poids persistant des populations paysannes dans les pays de la région que par le coût économique et social des réformes dans les campagnes après 1989, renforcé encore dans certains cas par une tradition historique forte. Toutefois, les intérêts du monde rural sont repris dans la région par d'autres formations politiques, ce qui explique les scores modestes des agrariens dans la région, « notamment dans les pays du sud-est européen où les anciens communistes jouissent encore d'un soutien électoral dans les milieux ruraux » ⁷.

De plus, l'analyse du succès et du déclin du parti agraire de Moldavie nécessite un détour par l'étude d'Antoine Roger sur les partis politiques en Europe centrale et orientale. En effet, selon l'auteur, « les sociétés récemment converties aux principes du gouvernement semblaient singer les formes politiques occidentales sans avoir les moyens de leur donner une réelle substance. Le caractère labile des formations constituées a été souligné à l'envi : des partis politiques jugés un temps incontournables ont pu se rabougir subitement au point de perdre toute visibilité ; inversement, des machines électorales sont sorties des limbes quelques semaines avant la tenue d'un scrutin pour accéder sans coup férir au pouvoir. Non moins importante a été la perplexité suscitée par la faible capacité des appareils dirigeants à canaliser les propos et les agissements de leurs représentants ». Et pour interpréter ces évolutions, il convient d'éviter tant le piège développementaliste que celui relativiste et de s'en reporter au type-idéal dont les critères sont définis par LaPalombara et Weiner : pérennité de l'organisation, volonté d'exercer directement le pouvoir, quête d'un soutien populaire et capacité à se déployer sur plusieurs niveaux de représentation. Ce sont ces quatre critères qui permettent, selon l'auteur, d'envisager réellement les partis d'Europe centrale et orientale, et c'est surtout le dernier critère, celui de la représentation à plusieurs niveaux, qui fait figure de parent pauvre dans les recherches ⁸.

C'est donc dans cette optique que sera étudié le cas du parti agraire de Moldavie, les précisions apportées par Daniel-Louis Seiler, Jean-Michel De Waele et Antoine Roger permettant de déterminer la réponse à la question principale posée ici : le parti agraire de Moldavie a-t-il été ou non plutôt un instrument servant les intérêts des hommes politiques forts du moment ? De même, suivant Jean-Michel De Waele, nous étudierons brièvement la reprise du discours paysan par d'autres formations politiques, notamment communistes. La République de Moldavie représente *a priori* un bon champ d'étude à cet égard puisqu'un parti se réclamant ouvertement du communisme y est au pouvoir.

⁶ D.-L. SEILER, « Peut-on appliquer les clivages de Rokkan à l'Europe centrale ? », in J.-M. DE WAELE (éd.), *Partis politiques et démocratie en Europe centrale et orientale*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2002, p. 126.

⁷ J.-M. DE WAELE, « Consolidation démocratique, partis et clivages en Europe centrale et orientale », in J.-M. DE WAELE (éd.), *op. cit.*, p. 151.

⁸ A. ROGER, *Des partis pour quoi faire?*, Bruxelles, Bruylant, 2003, p. 5-8.

Victoire et déclin des agrariens de Moldavie

Pour comprendre la victoire des agrariens aux élections parlementaires de 1994, il convient de remonter à la fin des années 1980 et à la façon dont s'est vécue l'indépendance de la République. Il s'agira donc ici d'expliquer ce passage à l'indépendance et d'analyser la teneur du clivage qui s'est révélé entre les différents partis en jeu. Nous reviendrons alors sur les causes du succès du parti, sur ses évolutions et sur son déclin rapide. Toutefois, un bref détour historique permettra de donner des éclairages sur la situation d'après l'indépendance.

Avant l'indépendance

Le territoire de la république actuelle a toujours été partagé entre les grandes puissances de la région et a été l'objet de leurs grands projets nationaux. Après une période glorieuse au Moyen Age, le territoire moldave passe sous domination ottomane en 1538 et sous domination russe en 1812, après les guerres russo-turques. Après une certaine autonomie au sein de l'empire des tsars, la Moldavie obtient le statut de « province » en 1854, ce qui en fait une partie indivisible de l'Empire.

L'âge d'or des partis agrariens se situant à l'entre-deux-guerres dans les pays d'Europe centrale et orientale, arrêtons-nous plus longuement sur cette même période. En 1918, après la révolution bolchévique, le Conseil de l'Etat, le célèbre Sfatul Țării, proclame l'indépendance de la Moldavie pour contrer les visées expansionnistes de l'Ukraine nouvellement indépendante. Toutefois, l'unification avec la Roumanie suit peu après. La Bessarabie intègre ainsi la Grande Roumanie et son projet national tandis que les Soviétiques mettent en place dès 1924 un projet national concurrent et créent une république moldave en Transnistrie. Cette étape marque un grand moment de l'argumentation des panroumanistes car, séparées depuis 1812 et le traité russo-turc, la Bessarabie réintègre la mère-patrie. Ce vote du Sfatul Țării, présenté souvent comme unanime, n'est toutefois qu'unaniment et ethniquement moldave. En effet, « les troupes roumaines [étaient] déjà à Chișinău, les avions roumains [volaient] au-dessus de la salle et le Premier ministre roumain [attendait] dans le foyer » ; la plupart des représentants des minorités ont préféré s'abstenir ⁹. Mais la Bessarabie, intégrée au projet roumain, avec son archaïsme et ses structures héritées de l'Empire des tsars, manifestera, à travers sa population qui se réveille roumaine du jour au lendemain, une répugnance certaine. Car, même si l'enseignement centralisé, les politiques d'alphabétisation, la réforme agraire, la construction d'infrastructures se révèlent efficaces pour intégrer les Moldaves à la Grande Roumanie, c'est la population elle-même qui résistera le plus. Pour les Moldaves, l'histoire se limitait à celle de la Moldavie, l'identité de la langue ne suffisant pas à leur faire intégrer leurs racines communes avec les Roumains. Ils se considéraient donc comme Moldaves mais s'il fallait trouver une parenté avec un autre peuple, celui-ci était russe, et non roumain ¹⁰. De plus, considérées par les Roumains comme les plus sensibles aux

⁹ C. KING, *The Moldovans. Romania, Russia and the Politics of Culture*, Stanford (Ca.), Hoover Institution Press, Stanford University, 2000, p. 35.

¹⁰ C. PETRESCU, « Construcția identității naționale în Basarabia », in M. HEINTZ (coord.), *Stat slab, cetățenie incertă. Studii despre Republica Moldova*, Bucarest, Curtea Veche, 2007,

vellités soviétiques, les minorités russes et juives de Bessarabie ont souvent été surveillées, ce qui leur a laissé le souvenir d'une occupation. En même temps, les Moldaves eux-mêmes ne supportaient pas la dureté de l'administration roumaine, vivaient selon le calendrier julien et des heures d'ouverture de magasins différentes. Même la langue posait problème, la plupart des Moldaves étant habitués à l'alphabet cyrillique ¹¹.

En 1940, après la signature du pacte Molotov-Ribbentrop, la Moldavie passe sous domination soviétique et les frontières sont fixées en 1947, incluant la Bessarabie et la Transnistrie dans une République soviétique socialiste de Moldavie faisant partie de la fédération. La république devient l'un des grands centres agricoles soviétiques, produisant 10% de la nourriture en conserve, 4,2% des légumes, 12,3% des fruits et 8,2% du vin de toute l'Union alors que la Moldavie ne comptait que pour 0,2% de son territoire total. L'industrie se développe aussi, tout en étant principalement concentrée en Transnistrie ¹². Selon Charles King, en 1989, la Moldavie était devenue démographiquement « un rêve pour les populistes moldaves » : « une économie agricole ; une société largement rurale dont les campagnes sont habitées principalement par les membres du groupe ethnique indigène ; des centres urbains habités par une masse de nouveaux émigrants des campagnes se retrouvant en opposition avec des populations « étrangères » ayant traditionnellement exercé le pouvoir politique et économique jusque-là » ¹³.

Indépendance de la République

Dès la fin des années 1980 et les politiques de *glasnost* et de *perestroïka* de Gorbatchev, apparaissent dans les républiques d'Union soviétique les premiers mouvements de démocratisation, profitant des nouvelles possibilités d'expression et d'accès à l'information. De même, l'action du leader soviétique mène à une montée du nationalisme dans les républiques fédérées de l'Union, mouvement auquel la République socialiste soviétique de Moldavie ne fait pas exception.

Toutefois, en Moldavie, le mouvement prend une forme ethnique et identitaire représentée par l'action du Front populaire de Moldavie (Frontul Popular din Moldova, FPM) qui pousse dès le début à un retour de la langue moldave à l'alphabet latin et à une réaffirmation des liens historiques entre l'ethnie « titulaire » moldave et les Roumains de Roumanie, l'indépendance ne marquant qu'une étape vers la réunification avec la Roumanie ¹⁴. Ainsi, aux élections du Soviet suprême de la République de 1990, le Front remporte une victoire certaine, parvenant à placer 27% de ses candidats labellisés indépendants. Malgré la prédominance des parlementaires communistes, le Front réussit à imposer son débat, soutenu par les réformistes communistes, qui

p. 132, reprenant Mateiu et Munteanu.

¹¹ C. KING, *op. cit.*, pp. 41-51.

¹² *Ibid.*, p. 99-101.

¹³ *Ibid.*, p. 119.

¹⁴ Voir à ce propos les articles de C. GURAGATA, notamment « Le discours politique « nationaliste » et son rôle dans la formation des partis politiques en République de Moldavie après 1991 », *Transitions*, XLV/2, 2006, p. 91-109 et « Ce fel de discurs politic « naționalist » pentru Republica Moldova (1991-2005) ? », in M. HEINTZ (coord.), *op. cit.*, p. 48-76.

tourne naturellement autour des questions linguistiques et identitaires. Le passage au cyrillique est entériné et, devant l'orientation pro-roumaine du Front, qui fait figure de nouvelle politique dominante de la République, les premières réactions apparaissent : celles des minorités qui ne se reconnaissent pas dans cette nouvelle mesure et craignent pour leur avenir, celles d'hommes politiques plus modérés sur la question linguistique et ethnique.

Tout d'abord, face à cette surenchère nationaliste, les minorités russophones et gagaouzes sont les premières à s'inquiéter et à créer leurs propres mouvements de défense : Edinstvo (Unité) pour la première et Gagauz Halki (Le peuple gagaouze) pour la deuxième. Ces deux mouvements, actifs dès 1989, revendiquaient déjà un statut égal de la langue russe et de la langue moldave, refusant à la première le statut de « langue de communication interethnique ». Mais, alors que les leaders du Front associaient leur roumanisme à l'antisoviétisme, réunissant les masses à Chişinău pour intimider les opposants communistes, devant cette orientation roumaine trop prononcée, les deux mouvements minoritaires décident de créer leurs propres structures gouvernementales. L'argument ethnique est mobilisé, même si les intérêts sont principalement économiques. Une République moldave du Dniestr, avec Tiraspol pour capitale, et une République de Gagaouzie, avec Comrat pour capitale, sont proclamées à la fin de l'été 1990. Le refus d'un diktat de Chişinău est total, les tensions sont fortes ¹⁵. Les incidents se multiplient : les séparatistes gagaouzes incendient le bureau de police de Vulcăneşti en novembre 1991, tandis que les séparatistes transnistriens tuent cinq policiers à Dubasari en décembre. Les événements s'enchaînent jusqu'à ce que les séparatistes fassent sauter le pont de Dubasari et l'état d'urgence est instauré dans le pays en mars 1992. La 14^e armée russe entre en scène et les combats se concentrent dès lors autour de Tighina (Bender aujourd'hui). Un cessez-le-feu est finalement signé, le conflit se soldant par 650 morts et 3 000 blessés du côté russe et 324 morts et 1 180 blessés du côté moldave. Le conflit est gelé depuis, sans perspective réelle de solution ¹⁶. Du côté gagaouze, les hostilités se soldent par une garantie d'autonomie constitutionnelle depuis 1994 : la République autonome de Gagaouzie (UTA-Gagauz Yeri) est autonome au sein de l'Etat moldave, jouissant de droits culturels, économiques et sociaux, ses fonds provenant pour moitié de l'Etat central.

Ensuite, des hommes politiques du Front s'en détachent et l'union qui avait semblé forte se désintègre rapidement. Parmi eux, Mircea Snegur, secrétaire du Comité central du parti depuis 1985, président du Soviet suprême en 1989 et soutien du Front et de ses revendications, comprend peu à peu la radicalisation des revendications et se prononce en faveur de l'existence d'un Etat moldave séparé de la Roumanie. Cette doctrine des « deux Etats », visant à la souveraineté complète et à l'indépendance d'une République de Moldavie maintenant toutefois des liens forts avec la Roumanie, finit par être partagée dès 1991 par la plupart des élites politiques moldaves. Et lorsqu'à Moscou les événements se précipitent, le 27 août 1991, le parlement moldave

¹⁵ C. KING, *op. cit.*, p. 129 et 147-148.

¹⁶ I. FRUNTAŞU, *O istorie etnopolitică a Basarabiei. 1812-2002*, Chişinău, Cartier, 2002, p. 321-324.

déclare l'indépendance totale de la République, le pacte Molotov-Ribbentrop¹⁷ est liquidé mais aucune référence n'est faite à la Roumanie ou à une identité roumaine¹⁸. Ce n'est pas le Front qui réalise l'indépendance, c'est l'élite modérée pro-moldave, maintenant ainsi son pouvoir et empêchant le Front de réaliser l'unification.

Les agrariens au pouvoir

L'indépendance de la République de Moldavie s'effectue donc dans un climat de tensions ethniques : d'abord portée par un Front populaire prônant une renaissance culturelle orientée vers la Roumanie, elle est ensuite réalisée par un camp moldave plus modéré et est refusée par les minorités qui déclarent, dans les deux cas qui viennent d'être envisagés, leur séparation de l'Etat central nouvellement créé. Ces trois visions différentes, ces trois façons différentes d'envisager l'avenir du pays vont former le premier clivage structurant la vie politique moldave.

Comme le montre Cătălina Guragata¹⁹, ce clivage est ethnique et identitaire²⁰, allant d'un versant pro-roumain, assimilé communément en Moldavie à la droite, à un versant pro-russe, assimilé à la gauche, en passant par un centre modéré pro-moldave. D'un côté se retrouvent les partis pro-roumains, leur représentant principal étant le Front populaire de Moldavie, dont les revendications ressortent d'un « nationalisme culturel » : l'appel est fait à une réunification entre la Moldavie et la Roumanie sur la base d'une langue, d'une histoire, de traditions communes, volées par le pacte Molotov-Ribbentrop. De l'autre côté, les représentants des minorités font soit preuve d'un « nationalisme réactif », dans le cas des russophones de Transnistrie refusant le démembrement de l'Union soviétique et le nouveau pouvoir de Chişinău, soit d'un nationalisme plus modéré, basé sur des revendications culturelles de préservation d'une identité, comme le démontrent le cas gagaouze ou encore le cas des minorités bulgares. Enfin, au centre, se retrouvent les modérés moldaves, partisans d'un moldovanisme consensuel, permettant non seulement de maintenir un pouvoir administratif mais aussi de garder un lien nécessaire avec la Russie, garante d'une résolution du conflit transnistrien et de laquelle dépend économiquement la Moldavie.

C'est au centre que se situe le parti agraire de Moldavie. Se formant sur les bases du club parlementaire *Viaţa Satului* (La vie du village) fondé en avril 1990, qui comptait soixante députés, le parti démocrate agraire de Moldavie (Partidul democrat agrar din

¹⁷ Le pacte Molotov-Ribbentrop, ou pacte germano-soviétique, signé en 1939 entre les autorités du III^e Reich et celles d'Union soviétique montre le désintérêt allemand pour le territoire moldave et laisse libre cours aux Soviétiques pour une annexion, qui a lieu au début de la seconde guerre mondiale, en 1940.

¹⁸ C. KING, *op. cit.*, 2000, p. 147-151.

¹⁹ Voir à ce propos les articles de C. GURAGATA, cités à la note 13.

²⁰ Et la prégnance de clivage ethnique est bien compréhensible dès lors que selon le dernier recensement soviétique de 1989, la République de Moldavie comptait une population de 4 335 360 habitants, parmi lesquels 64,3% de Moldaves, 13,8% d'Ukrainiens, 13% de Russes, 3,5% de Gagaouzes, 2% de Bulgares et 1,5% de Juifs.

Moldova, PDAM) est fondé le 19 octobre 1991 par un congrès qui en approuve le programme et les statuts et désigne Dumitru Motpan à la présidence du parti ²¹.

Comme le montre Charles King, le parti se compose d'une nouvelle génération d'hommes politiques apparus dès la *perestroïka*. Il s'agit d'une élite provenant de Bessarabie ²², formée à l'Université d'Etat de Chişinău ou à l'Institut d'Agriculture de Chişinău, qui a achevé son cursus à Moscou, à Kiev ou ailleurs en Union soviétique. Née dans les années 1940, cette nouvelle génération prend le pouvoir suite à la promotion des Moldaves locaux quand le parti communiste moldave a tenté de rendre la hiérarchie du parti plus indigène. Et en 1989, les Moldaves étaient surreprésentés au sein du leadership communiste par rapport à leur proportion réelle dans la population. Andrei Sangheli et Mircea Snegur, deux figures de proue du mouvement agrarien, font partie de cette élite : Snegur vient du nord de la Bessarabie et termine ses études à l'Institut d'Agriculture de Chişinău en 1961, entamant une carrière d'agronome dans une ferme collective de sa région. Il obtient plus tard un poste au ministère de l'Agriculture de la République et commence à travailler au parti à partir de 1981. Dès 1985, il devient secrétaire au Comité central, s'occupant d'agriculture. Quant à Andrei Sangheli, il suit plus ou moins le même parcours que Mircea Snegur, passant par l'Institut d'Agriculture de Chişinău et travaillant dans une ferme collective de Donuşeni. En 1986, il siège au Conseil des ministres de la République et devient président du comité agro-industriel de l'Etat.

Cette nouvelle élite montre un profil social différent : ces nouveaux leaders ont travaillé dans leurs régions et dans des fermes collectives ou à d'autres postes qui nécessitaient une interaction avec les habitants de la campagne moldave. Nombre d'entre eux étaient des ruraux moldaves qui sont allés à Chişinău pour tirer profit de l'expansion des possibilités d'éducation de la fin des années 1950 et 1960 ²³.

Et la formation et le parcours de ces hommes politiques se reflètent dans le parti créé en 1991. Se définissant comme « une organisation social-politique bénévole constituée sur des principes démocratiques, ayant pour objectif fondamental la reconstruction économique et culturelle du village, l'instauration d'une société démocratique, antitotalitaire, basée sur des principes de droit et de justice, appelée à garantir et à défendre les droits et libertés fondamentales des paysans et des autres catégories sociales », le parti témoigne de cette modération sur le clivage ethnique en ajoutant que cette garantie et cette défense valent aussi « indépendamment de la nationalité, des convictions politiques ou religieuses, de l'âge, du sexe ou de la profession ». Le parti nouvellement créé a en outre comme objectif principal d'« élaborer une stratégie de développement de l'agriculture de la République de Moldavie dont l'objectif central doit être d'assurer la nourriture nécessaire pour

²¹ Adept (Asociația pentru Democrația Participativă, Association pour la démocratie participative), <http://www.parties.e-democracy.md/parties/pdam/>, octobre 2007.

²² La République de Moldavie se compose de deux régions principales, la Bessarabie et la Transnistrie, séparées entre elles par le Dniestr. C'est la Transnistrie qui a bénéficié de l'essentiel du processus d'industrialisation soviétique, et c'est encore de cette région que provenait la plupart des dirigeants de la République soviétique avant l'arrivée de cette nouvelle génération.

²³ C. KING, *op. cit.*, p. 134-135.

l'ensemble de la population et les matières premières pour l'industrie »²⁴. Comme le montre une version ultérieure du programme du parti, adoptée lors de son quatrième congrès en 1997, le PDAM fait de sa position centriste et de son caractère agraire les lignes de force de sa politique : « Le PDAM est un parti de paysans, de travailleurs des entreprises et des institutions agro-industrielles, des intellectuels des villages et des villes. A la base de son idéologie se situent les valeurs spirituelles et les orientations conceptuelles de ceux qui travaillent en milieu rural : leur réalisme et leur bon sens dans leur activité pratique, leur responsabilité et leur modération rationnelles et graduelles dans la réforme du mode de vie, leur attention portée aux traditions culturelles du peuple, leur estime envers le travailleur productif, leur tendance à organiser leur mode de vie en conformité avec les principes de la légalité et de l'équité sociale ». Le PDAM est donc « un parti qui défend, en premier lieu, les intérêts du travailleur agricole ». Mais, « en même temps, il est évident que les principes et les valeurs qui se retrouvent dans sa plateforme politique ont des racines historiques profondes dans la conscience des citoyens moldaves et, par leur caractère, sont les valeurs de toute la nation. Ainsi, le PDAM a pour base idéologique l'intégration spirituelle de tous les citoyens de la république, quelle que soit leur appartenance ethnique, leurs préférences confessionnelles, leurs options professionnelles, leur lieu de vie »²⁵.

Alliant cette représentation des intérêts paysans dans la République à un discours ethniquement consensuel, se basant sur les structures agricoles issues de l'ancien régime, les agrariens avaient tout pour accéder au pouvoir. En effet, selon William Crowther²⁶, après la guerre civile, les modérés bénéficient d'une occasion cruciale de renforcer leur influence. Un nouveau gouvernement est formé en juin 1992 par l'agrarien Andrei Sangheli, qui se distancie immédiatement du Front. Sangheli augmente la représentation russophone et poursuit une stratégie de réduction des tensions ethniques. Le Front se radicalise et le président Snegur se rapproche des agrariens, s'ouvrant aux communistes et dénonçant les dangers des extrêmes, tant ceux prônant l'unification avec la Roumanie que ceux proposant une intégration profonde dans la Communauté des Etats indépendants. En désaccord avec Snegur, le président frontiste du parlement est remplacé par Petru Lucinschi, ancien Premier secrétaire du parti communiste de Moldavie et ambassadeur en Russie. Et des élections législatives anticipées sont prévues en 1994.

La campagne électorale de 1994 se concentre principalement sur la crise transnistrienne et sur la nécessité d'une réforme économique. Emmenés par Sangheli et Snegur, les agrariens prônent des réformes modérées, l'établissement d'une protection sociale et une adaptation lente à l'économie de marché, tout en maintenant les liens avec la Russie et en envisageant une résolution consensuelle du conflit avec

²⁴ « Programme du parti démocrate agraire », articles 1 et 2, adopté au Congrès de constitution du parti le 19 octobre 1991, publié dans le journal *Moldova Suverană*, 30 octobre 1991.

²⁵ « Programme du PDAM », adopté au IV^e congrès du parti, juin 1997, disponible sur <http://www.parties.e-democracy.md/parties/pdam/program/>, octobre 2007.

²⁶ W. CROWTHER, « Moldova's Post-Communist Transition : Ambiguous Democracy, Reluctant Reform », in A. LEWIS (éd.), *The EU and Moldova. On a Fault-line of Europe*, Londres, The Federal Trust, 2004, p. 27-28.

la Transnistrie ²⁷. Face à la radicalisation du Front, cette stratégie porte ses fruits, le discours ethnique consensuel est rassurant et suit la modération de la population. En effet, cette tendance suit une loi inclusive sur la citoyenneté prise par les autorités en 1991, accordant cette citoyenneté à tous les habitants de la République soviétique mais reflète surtout la position de la majorité de la population, exprimée par exemple lors du référendum de 1994 demandant si les citoyens de la république voulaient l'indépendance d'un Etat moldave : 75% des votants, et 95% des ethniquement moldaves, ont répondu oui. Le parti démocrate agraire remporte donc 56 mandats de députés, sur les 104 que compte le parlement, totalisant 43,18% et 766 589 voix. Le parti obtient la présidence du parlement, deux postes de vice-président et la présidence de huit des dix commissions parlementaires. Le parti propose un gouvernement emmené par Andrei Sangheli, qui est confirmé. Cette victoire éclatante marque la défaite des frontistes, qui remportent 7,5% des suffrages.

Aux élections locales d'avril 1995, les agrariens confirment leur victoire : le parti remporte 643 mandats dans les conseils municipaux et régionaux, totalisant 50,95% des suffrages et 6 501 mandats dans les conseils de ville et de village, pour 61,36% des voix. Ainsi, 513 maires de villes et de villages sont élus dans les rangs du PDAM, ce qui lui donne un résultat de 64,45%.

Une fois au pouvoir, le parlement dominé par les agrariens s'emploie à revenir sur nombre de réformes du Front. L'hymne national qui avait été choisi à l'indépendance, le « Réveille-toi, Roumain ! » (Deșteaptă-te, Române ! »), copie conforme de l'hymne national roumain, a été remplacé par le poème d'Alexei Mateevici, « Notre Langue » (Limba noastră), qui ne fait aucune référence à la nature de cette langue. De même, la nouvelle Constitution adoptée en juillet 1994 fait référence au moldave comme langue d'Etat, sans plus aucune référence aux liens entre la Roumanie et la république qui apparaissaient dans les lois linguistiques. Enfin, les mesures du Front qui imposaient un examen de langue moldave pour entrer dans l'administration nationale ont été suspendues ²⁸.

Dans le domaine de l'agriculture, comme le montre Hervé Dupouy ²⁹, malgré sa représentation supposée des intérêts des paysans, le PDAM au pouvoir se montre assez réticent à toute réforme agraire profonde. En effet, les leaders du parti sont d'anciens dirigeants de kolkhozes, qui ont donc travaillé sous l'ancien régime, et le passage à l'économie de marché, affirmé depuis 1990, doit s'effectuer en douceur. Une formule avait été adoptée dès 1991, la « décision sur la conception sur la réforme agraire et le développement socio-économique des villages », établissant les principes de la réforme à mener. Ainsi, la démonopolisation est imposée via la fin de la propriété d'Etat sur la terre, avec une préférence pour l'exploitation familiale basée sur une réelle indépendance économique. Le texte stipule de plus que tous les lopins de terre exploités individuellement par les villageois et ne dépassant pas 0,3 hectare par famille seront transmis gratuitement en propriété privée. Toutefois, il n'est en aucun cas question de

²⁷ *Ibid.*, p. 32-33.

²⁸ C. KING, *op. cit.*, p.159-160.

²⁹ H. DUPOUY, « Entre invention originale et exhumation des pratiques du passé. Les nouvelles élites dans les campagnes de la République de Moldavie », *Transitions*, XLV/2, 2006, p. 43-89.

démanteler les exploitations collectives. Le code foncier est adopté en décembre 1991, envisageant la privatisation des terres comme une répartition générale et égalitaire des biens fonciers et non fonciers entre les anciens membres et travailleurs, puis entre tous les acteurs de la vie sociale et culturelle : tous les ayants droit peuvent posséder les terres et une partie du patrimoine non foncier qu'ils ont contribué à développer. Dans le cas de la restitution des biens fonciers à leurs anciens propriétaires, la Moldavie suit une autre voie que la Roumanie, même si l'histoire agraire y était commune avant la collectivisation : avant 1991, il n'y avait pas de distinction réelle entre les entreprises d'Etat et les entreprises agricoles collectives (kolkhozes) et donc tous les actifs fonciers et non fonciers étaient collectifs. La distinction juridique de forme a été supprimée en prélude à la réforme agraire et de nombreux sovkhoses ont pris le statut de kolkhozes. Sans jamais faire débat au parlement, seules les personnes déportées ont pu recevoir une quote-part de terre équivalente, comme tous les kolkhoziens, à condition qu'elles résident dans une commune rurale.

Toutefois, les amendements au code ont été multiples, surtout en 1995, lorsque le gouvernement a dû faire face à l'impossibilité de payer ses fonctionnaires ou de verser les retraites et a étendu à tous les travailleurs ruraux le droit à 50% d'une quote-part de terre. Dès lors, « cette répartition générale marque plus que jamais son caractère égalitaire, mais aussi le désengagement de l'Etat dans les campagnes et le renoncement à un projet, celui d'une agriculture moderne »³⁰.

Après la victoire de 1994, après la confirmation de 1995, dès 1996, des élections présidentielles sont prévues. Mircea Snegur, qui joue sa réélection et comprend que Petru Lucinschi, le président du parlement, sera son adversaire principal, soutient, dans un revirement complet de son positionnement « moldovaniste » au sein des agrariens, un mouvement de grève qui éclate en 1995 pour protester contre une décision du ministère de l'Enseignement de remplacer le cours d'histoire des Roumains par un cours d'histoire de Moldavie. En avril, Mircea Snegur, en désaccord avec son parti, amène une initiative législative concernant la dénomination de la langue officielle du pays, le roumain et non plus le moldave. Cette décision provoque une réaction « manifestement hostile » de la majorité parlementaire, qui fait que Mircea Snegur se désolidarise du PDAM. Onze députés suivent le mouvement et quittent le parti³¹. Les programmes de Petru Lucinschi et de Mircea Snegur n'étant pas foncièrement différents, ce dernier a cru pouvoir se démarquer du président du parlement et occuper la place panroumaniste laissée vacante par l'émiettement du Front populaire. L'alliance entre les agrariens et le président a duré quelques mois, le parti présente Andrei Sangheli aux présidentielles.

Vu les résultats peu convaincants des agrariens au pouvoir, le premier tour voit la victoire de Mircea Snegur et celle de Petru Lucinschi, Andrei Sangheli se positionnant quatrième avec ses 9,47%, juste derrière les 10% de Vladimir Voronine représentant les communistes et futur président du pays en 1998. Face au panroumanisme de Snegur, Petru Lucinschi conditionne la survie économique et politique de la République à un

³⁰ *Ibid.*, p. 47.

³¹ Adept (Asociația pentru Democrația Participativă, Association pour la démocratie participative), <http://www.parties.e-democracy.md/parties/pdam/>, octobre 2007.

maintien des liens avec la Russie, ce qui rassure les minorités et s'accorde davantage avec la vision moldave modérée. S'y ajoute son expérience dans les instances de la République (Lucinschi avait été Premier secrétaire du parti et ambassadeur à Moscou avant de devenir président du parlement). Si bien qu'il l'emporte au deuxième tour, avec 54,02% des voix.

Amputés, les agrariens échouent aux élections de 1996, le parti a perdu de son autorité. Le cabinet Sangheli démissionne et un groupe de députés, emmené par Dumitru Diacov, Vice-président du parlement, fait scission et fonde le Mouvement pour une Moldavie démocratique et prospère. Aux élections législatives de 1998, le parti obtient 3,63% des voix et ne bénéficie donc d'aucune représentation au parlement (le seuil étant à l'époque fixé à 4%). Aux élections locales générales de 1999, le PDAM rejoint le Bloc des communistes, des agrariens et des socialistes, emmené par le parti des communistes de Moldavie (Partidul Comuniștilor din Republica Moldova, PCRM) de Vladimir Voronine. Cette dernière participation marque la dernière apparition notable du parti, celui-ci ne parvenant jamais à dépasser le seuil et à obtenir un siège au parlement ³².

Les causes du déclin

On vient de le constater, les agrariens moldaves, après avoir remporté 43% des voix en 1994 et été la force dirigeante au parlement, n'atteignent plus, deux ans plus tard, 10%. Ils perdent de leur autorité et le cabinet d'Andrei Sangheli démissionne, ce qui marque d'ailleurs la relégation du parti au second plan sur la scène politique du pays. Le parti n'a jamais été capable d'égaliser cet ancien succès ni même d'atteindre le seuil électoral.

Pour expliquer ce déclin rapide, cinq raisons peuvent être invoquées : la personnalité de Mircea Snegur, des résultats peu probants du PDAM au pouvoir, le système électoral moldave en soi et le manque de stabilité de son système partisan, un positionnement distinct du PDAM sur les clivages structurant ce système partisan, le manque de traditions et d'enracinement historiques du discours agrarien en Moldavie.

Mircea Snegur

Une première raison réside dans la personnalité de Mircea Snegur qui, dès les années 1980, était l'un des promoteurs de la renaissance culturelle roumaine en Moldavie soviétique. C'est l'un des leaders du Front populaire et, en 1994 – revirement complet –, il rejoint le Parti démocrate agraire et se fait le premier défenseur d'une vision essentiellement moldave de la nation. Mais l'alliance entre le parti et le président ne dure qu'un temps. Comprenant que Lucinschi sera son rival le plus dangereux aux présidentielles de 1996, et pour s'en démarquer, Snegur effectue un nouveau revirement pour revenir à ses positions panroumanistes antérieures. Le parti qui l'avait porté au pouvoir le désavoue, fidèle à sa rhétorique moldovaniste ;

³² Aux élections législatives de 2001, les agrariens obtiennent 1,16%, tandis que le seuil est passé à 6%. Aux élections locales de 2003, le parti emporte 31 mandats de conseillers dans les conseils rayonnaires et municipaux et 268 mandats dans les conseils de villes et de villages (respectivement 2,75% et 2,47%) et 18 mandats de maire (2,00%).

son candidat, Andrei Sangheli, ne remporte que la quatrième place au premier tour des élections. Le départ de Mircea Snegur semble donc bien la cause principale du déclin subit du parti : le PDAM est une victime de ce que Iulian Frunțașu appelle « les traditions politiques de l'opportunisme »³³.

Charles King fait d'ailleurs de Mircea Snegur l'exemple-type de l'incapacité des partis moldaves des premières années de l'indépendance à définir des idéologies politiques claires, sauf dans le cas du panroumanisme et du moldovanisme³⁴. Remarquons que Mircea Snegur passe aisément de l'une à l'autre des deux seules idéologies clairement définies. Toutefois, les désertions et les revirements étant assez communs parmi les partis moldaves dans les années 1990, les causes de ce déclin du parti agraire ne résultent pas de cette seule utilisation du parti servant les intérêts d'un homme politique.

Les résultats du PDAM

Une deuxième raison réside dans le constat qu'en 1996, le PDAM au pouvoir ne dispose pas des moyens de convaincre réellement les électeurs sur le programme qui les avait portés au pouvoir deux ans plus tôt. Tout d'abord, aucune réforme agraire d'envergure n'a été mise en œuvre, la situation économique ne s'est pas améliorée, dès lors que l'inflation culmine à 104% en 1995³⁵ et que le gouvernement se montre incapable de payer ses fonctionnaires et les pensions. Ensuite, le processus de résolution du conflit transnistrien est bloqué et aucune avancée n'intervient entre 1994 et 1996³⁶. Enfin, la Moldavie reste coincée à l'époque par la politique nationale de neutralité formulée dans la Constitution de 1994. Les rapprochements tant avec l'Europe qu'avec la Communauté des Etats indépendants ne sont pas significatifs, les structures européennes étant vues d'ailleurs par Mircea Snegur comme nécessaires pour asseoir l'indépendance et la légitimité de la République, mais pas du tout comme un moyen d'intégrer tôt au tard l'Union³⁷.

Le système électoral moldave

Une troisième raison de ce déclin est l'organisation du système électoral moldave lui-même. En effet, l'instauration de la représentation proportionnelle, s'appuyant sur un scrutin de listes fermées de partis et reposant sur la constitution d'un seul district électoral national³⁸, n'a pas encouragé les partis à tenter de rallier des électeurs différents. De même, les hommes politiques, une fois élus, n'ont pas ressenti le besoin de représenter les intérêts des électeurs qui avaient voté pour eux. Le népotisme,

³³ I. FRUNȚAȘU, *op. cit.*, p. 466.

³⁴ C. KING, *op. cit.*, p. 160.

³⁵ Selon la Banque nationale de Moldavie, www.bnm.md.

³⁶ Il faudra attendre d'ailleurs le pouvoir de Lucinschi pour qu'un premier « plan de normalisation » des rapports de force soit mis en place.

³⁷ I. STAVILA, « Moldova between East and West : a Paradigm of Foreign Affairs », in A. LEWIS (éd.), *op. cit.*, p. 128-129.

³⁸ En effet, vu la sécession transnistrienne et les manquements à l'intégrité du territoire national de la République, un district national unique a été instauré pour remédier à cette situation et pour comptabiliser les voix des citoyens moldaves de Transnistrie.

le clientélisme et la rhétorique ethnique sont devenus les forces structurantes des politiques. Le système agricole soviétique, fait de fermes collectives et d'entreprises agro-industrielles, a rassemblé un groupe de communistes réformistes aux intérêts matériels communs et cette élite agraire a été à ses débuts assez stable en tant que contrepoids aux panroumanistes. Toutefois, peu à peu, des factions opposées et concurrentes sont apparues dans ce mouvement, suivant par exemple les ambitions présidentielles de Lucinschi et de Snegur³⁹.

De plus, le calendrier même des élections, suivant des réformes enchaînées des institutions présidentielles, parlementaires et gouvernementales, et l'absence de coordination entre les élections aux différents niveaux du pouvoir, a obligé les partis à rester en campagne. Dès lors, on a peu parlé des problèmes politiques, économiques et sociaux, les partis évitant ainsi de mettre en place des réformes qui auraient pu être utilisées contre eux à l'élection suivante⁴⁰. Aussi, comme le montre Cătălina Guragata, dans les années 1990, après la période de la lutte pour l'indépendance et de l'opposition politique aux communistes, les partis politiques moldaves tentent entre 1992 et 1998 d'élargir leur légitimité politique, se transformant de « mouvements nationaux » basés sur des « sentiments » en partis. Et ce n'est qu'à partir de 1998 qu'une certaine maturité des partis apparaît, au sens où ces partis s'adaptent aux différents contextes historiques, culturels et politiques⁴¹.

La nature du clivage structurant la vie politique moldave

Ainsi, et cela amène le quatrième facteur participant au déclin rapide du parti démocrate agraire, le seul clivage qui a structuré le jeu politique moldave des années 1990, et qui perdure aujourd'hui, est ethnique. Le parti démocrate agraire, se positionnant sur un versant rural du clivage urbain/rural et sur un versant minimaliste du clivage maximaliste/minimaliste⁴², a perdu, avec le départ de Mircea Snegur, son porte-parole sur le centre modéré du clivage ethnique qui a structuré l'ensemble des compétitions électorales. Lucinschi prônant un moldovanisme en relation avec la Russie, Snegur se retournant vers un panroumanisme frontiste, le parti démocrate agraire et son candidat, Andrei Sangheli, n'ont pu reprendre le discours moldave modéré qui avait fonctionné en 1994. Les deux autres clivages se retrouvant dans le cas du PDAM n'ont jamais été assez structurants pour permettre à ce parti de se différencier des autres et de séduire les électeurs.

La légitimité historique et la tradition du mouvement agrarien

Enfin, une dernière raison peut être ajoutée : le mouvement agraire en Moldavie n'a pu s'appuyer sur une tradition et une légitimité historique quelconque, comme ce fut le cas en Roumanie. On l'a vu, l'entre-deux-guerres n'est pas une époque à laquelle un parti agrarien modéré qui se veut moldave peut se raccrocher et le PDAM

³⁹ C. KING, *op. cit.*, p. 160-161.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 161.

⁴¹ C. GURAGATA, « Le discours politique « nationaliste »... », *op. cit.*, p. 95-103.

⁴² A propos de la teneur exacte de ces clivages, voir J.-M. DE WAELE, *L'émergence des partis politiques en Europe centrale*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1999, p. 317-324.

pouvait difficilement y faire référence. La période de l'entre-deux-guerres a été plutôt vécue en Moldavie comme une période d'occupation roumaine. Le discours agrarien en Moldavie ne jouit pas d'une légitimité historique comme c'est le cas pour d'autres pays de la région. Au contraire, vu les parcours des dirigeants agrariens, le PDAM s'est appuyé plutôt sur le système de kolkhozes mis en place à l'époque soviétique. La tradition remonte donc à l'époque soviétique, et les réseaux vont permettre à ceux qui se proclament communistes de récupérer le discours aujourd'hui.

Le parti démocrate agraire de Moldavie n'a donc connu le succès que le temps d'une élection où, pour l'essentiel, il a été porté au pouvoir par le discours et l'alliance de Mircea Snegur. Le départ précipité du président et son revirement, obligeant le parti à s'en désolidariser, ont marqué le déclin rapide du parti. Selon les termes de Frances Millard, il ne s'est donc agi que d'un « parti de pouvoir » qui a servi Mircea Snegur à point nommé.

Si l'on revient au critère de LaPalombara et de Weiner, appliqué par Antoine Roger aux partis d'Europe centrale et orientale, on constate tout d'abord que le principe de pérennité fait défaut. Le PDAM, même s'il a été créé par une frange stable des leaders politiques de l'époque, a vite été traversé par un mouvement de dislocation, qui culmine avec le départ de Snegur mais se réactive avec le départ de Diacov un peu plus tard. Les deux principes, la volonté d'exercer le pouvoir et la quête d'un soutien populaire, se retrouvent bel et bien dans le cas des agrariens moldaves. Avec cette nuance qu'une fois de plus, le parti n'a servi qu'à cette volonté de pouvoir et à cette quête de soutien de Mircea Snegur. Enfin, quant à la capacité de s'articuler sur plusieurs niveaux de représentation, le parti, s'appuyant sur des réseaux en place dans les campagnes et hérités de l'époque communiste, a vu ces réseaux récupérés par les communistes, et ce sera l'objet de la dernière partie de l'étude.

Le discours agrarien aujourd'hui en Moldavie

Force est de constater que le discours essentiellement agraire n'a jamais vraiment pris en République de Moldavie, par rapport en tout cas au discours ethnique. Le parti démocrate agraire n'a pas été le seul toutefois, d'autres formations sont à prendre en compte, comme le Bloc des intellectuels et des paysans, qui s'est présenté aux élections de 1994 contre le PDAM, ou encore le parti national paysan chrétien démocrate. Ce dernier, aujourd'hui parti populaire républicain (Partidul Popular Republican, PPR) ne représente qu'à peu près 3% des voix. Notons toutefois que ce dernier parti, contrairement au PDAM qui s'appuyait sur les structures agraires soviétiques et défendait les structures collectivistes, s'attache à promouvoir la propriété privée et les droits des paysans individuels. Cette force n'exerce aucun poids face aux communistes du PCRM et au parti populaire chrétien démocrate (Partidul Popular Crestin Democrat, PPCR) qui sont parvenus à agréger les intentions de vote des paysans moldaves.

Arrivé au pouvoir en 2001, le parti des communistes de Moldavie emporte les législatives avec 50,07%, ce qui permet au parti de nommer Vladimir Voronine à la présidence de la République par la nouvelle voie parlementaire. La Moldavie est ainsi le premier pays de l'espace soviétique à porter au pouvoir des hommes politiques se proclamant ouvertement « communistes ». Mais le changement n'est que de façade

selon Iulian Frunțașu, car le pouvoir néocommuniste de Snegur, Sangheli et Lucinschi est remplacé par celui de Voronine ⁴³. Et cette victoire s'explique selon l'auteur par trois facteurs : l'échec de la « classe politique improvisée », tout d'abord, incapable de gérer les réformes de marché, la crise économique et la paupérisation générale vues comme les conséquences du pouvoir exercé et de leurs mauvaises réformes. La structure ethnolinguistique de la population ensuite, où les minorités se présentent plus que les Moldaves aux urnes et votent en général pour des partis pro-russes, comme le PCR. La chute du système multipartite enfin, car les partis moldaves, incapables de former une majorité fonctionnelle, ont commencé à former des groupements en lutte permanente, cherchant chacun une entente séparée avec les communistes, formant eux le seul parti discipliné ⁴⁴.

Cette discipline, à laquelle s'ajoutent la capacité du PCR à reprendre les réseaux de kolkhozes et un discours exprimant une nostalgie à l'égard du régime soviétique, a permis au parti de récupérer les voix des paysans. Malgré un affaiblissement de la confiance de la population dans les communistes, les réseaux dans le monde rural sont toujours puissants et le PCR reste le parti des campagnes moldaves, attirant non seulement le vote des minorités mais aussi celui d'ethniquement Moldaves. De plus, le parti en tant que structure ne montre aucun signe de faiblesse et Vladimir Voronine s'est targué de plus de 20 000 membres. Le parti n'envisage d'ailleurs aucun changement de nom car il perdrait de 15 à 20% de son électorat. Ainsi, pour expliquer comment ses initiatives libérales s'accordent avec la doctrine communiste, le parti prépare un nouveau programme politique ⁴⁵.

En 1996, une première réforme agraire, le programme national « Pământ » (Terre), a été mise en place. Et entre 1996 et 2000, plus de trois millions de titres d'authentification du droit de détention d'un terrain ont été délivrés à plus d'un million de citoyens tandis que toutes les dettes de l'époque soviétique ont été effacées et que 1 050 exploitations collectives ont été dissoutes. L'arrivée des communistes au pouvoir en 2001 a miné la confiance des investisseurs dans le domaine public et, en plus, le gouvernement moldave n'a pas honoré ses obligations à l'égard du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Toutefois, l'agriculture moldave, selon Vincent Morabito, est aujourd'hui au début d'une nouvelle phase, caractérisée par la continuation du flux d'investissements, internes principalement, par l'adaptation à des politiques libérales, par l'apparition d'un marché foncier et par l'importation de technologies. Mais le rythme est lent. La production agricole a subi un déclin spectaculaire à la fin des années 1980 et dans les années 1990, déclin qui a affecté tous les secteurs de production. Toutefois, depuis les années 2000 et depuis les privatisations, la croissance a peu à peu repris. Les taux sont faibles mais significatifs, jusqu'à 7%, tandis que 45% de la population moldave est employée dans le secteur agricole et 21% du PIB provient de ce secteur ⁴⁶.

⁴³ I. FRUNȚAȘU, *op. cit.*, p. 471.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 472-473.

⁴⁵ I. MARANDICI, « Stable and Changing Parties in Moldova », *Political and Security Statewatch*, 5, octobre 2007, p. 3.

⁴⁶ V. MORABITO, « Agricultura Moldovei azi », in *www.uap.md, Uniagroproject Agricultura in Moldova*, Chișinău, 12 mai 2005.

Aujourd'hui, après l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne, obligeant les paysans moldaves à obtenir un visa pour vendre leurs produits au-delà de la frontière, après l'embargo sur le vin porté par la Russie, frappant durement le premier secteur d'exportation moldave, après la sécheresse de l'été 2007, qui a vu une augmentation importante du prix des céréales et donc du pain, alors que, enfin, la Moldavie connaît aujourd'hui un phénomène de ruralisation, un retour à la campagne au vu du manque de possibilités offertes par les villes, les problèmes dans les campagnes demeurent nombreux. Les élections législatives de 2009 joueront un rôle décisif pour l'avenir de la République et, même si le discours agrarien n'a jamais été déterminant, tout porte à croire que le vote des campagnes le sera.

